

Zeitschrift: Générations : aînés
Herausgeber: Société coopérative générations
Band: 32 (2002)
Heft: 6

Artikel: Cette société où l'on ne se comprend plus
Autor: Prélaz, Catherine
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-828114>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Cette société où l'on ne se

Entre enfants et adultes, entre jeunes et aînés, parvient-on encore à se comprendre ? Trop souvent, ce sont la peur et l'irrespect qui l'emportent dans une société où l'on souffre d'un sentiment d'insécurité et où l'incivilité nous gâche le quotidien. A qui la faute ? Parents, école, société sont montrés du doigt. Sans doute, avons-nous tous notre part de responsabilité.

Platon évoquait dans *La République* «l'époque où les pères n'ont plus d'autorité sur leurs enfants, l'époque où les professeurs craignent leurs élèves et les flattent, l'époque où les jeunes ne reconnaissent plus rien comme autorité; alors là peut arriver, en toute beauté et en toute jeunesse, la tyrannie...» C'était il y a plus de 2000 ans. On n'ose imaginer ce que notre philosophe penserait aujourd'hui.

Aujourd'hui, justement, les actes d'incivilité et l'insécurité qu'ils génèrent font la une des médias, mais aussi celle des programmes politiques, chez nous comme dans les pays voisins. Dans un souci prioritaire de lutte contre l'insécurité, la conseillère d'Etat genevoise Micheline Spoerri, responsable du Département de justice, police et sécurité, relève que «l'insécurité n'est pas qu'un sentiment». Régulièrement,

témoigne-t-elle, on la tient au courant de cas d'agression. Elle pense par exemple à «cette jeune femme descendue mettre ses ordures dans le container de son immeuble et qui a reçu un coup de couteau à la jambe. Si on laisse faire ça, si on permet que des personnes ne respectent pas la loi, on va dans le mur!»

Prévention et répression

Non seulement l'incivilité nous gâche la vie au quotidien en pourrisant les rapports sociaux, mais elle est aussi l'antichambre de la criminalité. Dramatiser la situation n'est évidemment pas une solution, mais l'ignorer ne vaut pas mieux. Reste à trouver un juste équilibre entre la prévention, tout ce qui peut aider à désamorcer de tels actes, et la répression, elle aussi nécessaire. «La répression, on l'a trop longtemps

repoussée, en prétendant que l'on faisait de la prévention... qui n'était en fait que de l'inaction.» Micheline Spoerri explique ainsi la dérive actuelle. «Il faut retrouver un équilibre entre prévention et répression. Souvent, les gens constatent que l'état de droit n'est pas respecté. Ils sont victimes ou témoins de cambriolages, d'extorsions, de petite délinquance, d'incivilités... avec une impression d'impunité, le sentiment qu'on laisse faire n'importe quoi, qu'il n'y a plus d'adéquation entre le non-respect de la loi et la punition.»

Insécurité véritable, ou sentiment d'insécurité ? Un peu des deux sans doute, les deux méritant d'être pris en compte. A ce propos, le sociologue Uli Windisch analyse la couverture que font les médias de tels actes, mais aussi le rôle de la télévision, relevant le fait que «montrer constamment la violence crée un sentiment d'insécurité générale, de vulnérabilité, de peur et de victimisation.» Il a également étudié la réaction des gouvernements face à la montée des phénomènes de violence : «Ils oscillent entre trois politiques : la prévention, la répression et la réparation. Au cours des dernières années, on a ainsi passé d'une optique de prévention à une optique de répression, lorsqu'on n'arrive plus à faire face.»

Christiane*, 50 ans : «Dans un fast-food, j'ai failli en venir aux mains avec un gamin. Il devait avoir douze ans, pas plus, et une attitude provocante et insultante. Il lui manquait quelques sous pour payer sa commande. Il s'est alors retourné violemment vers la personne âgée qui se trouvait derrière lui dans la file – une personne qu'on peut imaginer d'esprit assez jeune, compte tenu de l'endroit où elle se trouvait – en hurlant : «Hé, la vieille, tu me files ton

fric !» La scène se passait devant moi. Sa «victime» était paralysée de peur, et personne ne bronchait. J'ai prié le gamin de s'excuser immédiatement. Il a levé la main sur moi, et j'en ai fait autant, sans le toucher. Les menaces du gamin se sont retournées contre moi, et ce n'est qu'à ce moment qu'un client plus costaud est intervenu pour le sortir fermement du fast-food. Je dois dire que la passivité et la résignation des gens m'a inquiétée et que

j'étais presque plus en colère contre une telle attitude que contre celle du gamin.»

Marie*, 47 ans : «L'autre jour, sortant du bus, je marchais derrière une jeune fille, style *no future*, qui allume sa clope, avant de cracher un bon coup par terre. Que se soit un homme ou une femme, je trouve cela absolument dégoûtant. C'est une question de salubrité publique ! Imaginez si tout le

comprend plus

Face à un tel constat, il semble évident que des moyens d'action doivent être mis en place en amont. «D'ici à 2020, relève Uli Windisch, 70% de la population sera urbaine, entraînant par là même une forte concentration des problèmes de la violence. Certaines municipalités appellent à régler les problèmes au niveau local – quartier, immeuble, maison – en créant une espèce de sécurité communautaire, qui peut engendrer une prise de conscience civique, une citoyenneté, les gens se rencontrant et discutant entre eux. Certains délits sont de la sorte réglés communautairement.»

A l'image de ce qui se pratique, avec succès, dans certaines villes d'Amérique du Nord en particulier, Genève met en place des contrats de quartier. Il s'agit d'être présent sur le terrain, autant que possible à titre préventif, en mettant en action des équipes pluridisciplinaires. «Dans le cadre d'une commune, d'un quartier, il s'agit de mettre autour d'une même table des personnes de différentes origines afin d'évaluer la situation, puis de déterminer les mesures à prendre», explique Micheline Spoerri. Ce qui est essentiel à ses yeux dans de tels projets, dont elle reconnaît qu'ils ne sont pas simples à mettre en place, «c'est que l'on parvienne à redonner à chacun

Erling Mandelmann



La politesse voudrait que les jeunes laissent d'abord monter les adultes

l'opportunité de prendre ses propres responsabilités. Le problème de la sécurité appelle la reprise de responsabilité de tous.»

Quant au sociologue Uli Windisch, il relève très justement: «Qui dit sécurité communautaire, reconstruction communautaire, dit aussi enga-

gement parental. Car il s'agit ni plus ni moins que de réapprendre et de développer la compétence parentale, de réapprendre à éduquer des enfants et même à reconstruire l'aptitude à vivre en société.»

Catherine Prélaž ▶

monde faisait cela, les rues couvertes de glaviots... Voilà, l'exemple d'une grosse incivilité. Un peu plus loin, la fille devant moi remet ça: un deuxième crachat. En la dépassant, je lui ai dit ce que je pensais de ses manières. Evidemment, elle n'a pas aimé. Elle était même un peu surprise. «Non mais, ça va pas?», qu'elle m'a dit, avant de me traiter de p..., etc. Je n'ai pas fait la maligne, elle était du genre teigneuse. N'empêche, ça m'a

fait du bien de pouvoir exprimer ma réprobation. Peut-être que la prochaine fois qu'elle voudra cracher, elle y repensera.»

Pierre*, 53 ans: «S'il y a une chose qui m'énerve, c'est bien les gens incapables de respecter les queues. Cela se produit à la Migros, à la Coop, à la poste; j'en ai même fait l'expérience au Théâtre de Vidy, à Lausanne. Vous attendez tranquillement que les portes

s'ouvrent, et voilà qu'à droite et à gauche des personnes – et il faut le reconnaître souvent âgées – tentent de passer avant vous, sans avoir attendu une seule minute. C'est pas une incivilité, ça? Pour me défendre, je me redresse de toute ma taille, je roule un peu les mécaniques et je tends ostensiblement mon billet à l'ouvreuse, juste sous le nez de celle – ce sont souvent des femmes – qui voulait me piquer ma place. C'est puéril, je sais.»